Mercredi 24 mars 2021

# DÉCLARATION CGT Éduc'action 56

## CTSD Morbihan du mercredi 24 mars 2021

## Moyens dans le 2nd degré pour l'année scolaire 2021-22

Monsieur le DASEN, mesdames et messieurs, la préparation de la rentrée prochaine pour le 2nd degré dans notre département a connu quelques rebondissements, avec notamment le boycott du CTSD du 15 mars. Nous remercions la qualité des documents qui nous sont envoyés ainsi que l'écoute qui existe entre vos services et les organisations représentatives des personnels, notamment le groupe de travail qui a permis d'échanger sur des cas litigieux afin de tenter - quand cela est possible - d'améliorer les futures conditions de travail de nos collègues.

Et là se situe le problème essentiel : quand cela est possible. Tout est dit : trop fréquemment hélas, nous ne pouvons améliorer des situations, du fait d'un impératif, clairement austéritaire : -700 HP et + 200 HS. Sans parler de la réserve visiblement trop faible, déjà consommée à 80 % ! Dans de telles conditions, les ajustements ne peuvent se faire qu'à la marge, et nécessitent de réels dons de contorsionnistes pour accroître les moyens affectés ou améliorer les affectations des collègues. Nous reviendrons au cours de ce CTSD sur les différents cas ayant été soulignés lors du Groupe de travail, et espérons qu'un maximum de nos propositions puissent aboutir. Mais, redisons-le, sans réels moyens supplémentaires, notre marge de manœuvre demeure plus qu'étroite.

Conséquences de cette austérité imposée : la généralisation de la deuxième heure supplémentaire ainsi que des temps partiels non accordés risquent d'entraîner des arrêts en série l'an prochain… Et lorsqu'on constate la pénurie dramatique en remplaçants cette année, il y a vraiment de quoi être très inquiet pour l'année prochaine. L'affectation des stagiaires sans consultation des équipes est également préoccupante, car cela risque de compromettre ou tout au moins de fragiliser les débuts dans la carrière de professeur, un métier pourtant difficile qui nécessite une réelle bienveillance. Tout aussi bienveillante serait l'instauration de mesures contre la précarité comme la reconnaissance des AESH et des AED comme de vrais métiers au vu des vrais besoins, avec en conséquence un vrai salaire, et un vrai statut, d'où la grève prochaine du 8 avril prochain. La reconnaissance du

travail des enseignants serait aussi à l'ordre du jour par un rattrapage des salaires par l'augmentation du point d'indice… Mais comme dirait certain, ça coûterait « un pognon de dingue »…

Le choix est tout autre, l'austérité à l'école malgré le « quoiqu'il en coûte » de la « guerre » contre la pandémie, alors que nos établissements sont des lieux de contamination avérés, ne peut que nous inquiéter. Aussi, un an après le confinement scolaire, avec toujours la non-gratuité des masques pour les élèves, nous assistons à la multiplication de cas avérés, de fermetures de classes, de cas contacts… qui ne font que confirmer nos analyses : sans dédoublement des classes, sans création de postes supplémentaires, sans moyens de dépistages massifs, sans stopper le détournement des consignes sanitaires par les établissements privés (effectifs maintenus au lycée, portes ouvertes maintenues dans certains établissements, réunions en AG des personnels etc.), il n'y a pas de quoi être optimiste quant à la soi-disante « guerre » face au virus. Alors, quand on apprend que notre Ministère vient de rendre plus de 200 millions d'euros, il y a vraiment de quoi s'interroger sur les finalités de la politique de monsieur Blanquer… Et la promesse d'être débarrassés du Covid l'an prochain par la vaccination massive n'est pas une garantie certaine au vu des capacités de mutations de virus et cela est même une gabegie lorsqu'on apprend que la vaccination générale des personnels nous serait facturée, avec jour de carence pour les collègues qui viendraient à développer des effets secondaires, qui sont hélas loin d'être négligeables chez les personnels soignants ! Le quoiqu'il en coûte a aujourd'hui un goût amer. En conclusion, les collègues attendent des mesures permettant qu'enfin les moyens octroyés à l'éducation soit à la hauteur des enjeux éducatifs, sanitaires et sociaux.

Je vous remercie de votre écoute